
Structuration de l'espace professionnel et insertion en emploi des diplômées et diplômés du cégep technique

Sylvain Bourdon

Université de Sherbrooke

Résumé

Le contexte économique actuel bouleverse le monde au sein duquel les jeunes en transition entre l'école et le travail ont à se tailler une place. De l'installation en emploi à plein temps à la poursuite des études en passant par le chômage et l'occupation d'emplois de subsistance, la diversité des cheminements de ces jeunes n'est pourtant pas le fruit du hasard. Nous suggérons que la variabilité des problématiques auxquelles les jeunes sont confrontés et les diverses options qui s'offrent à eux est en bonne partie l'effet de la structuration différentielle des espaces professionnels sur lesquels débouchent leurs diplômes. Une analyse des contraintes imposées par la plus ou moins grande fermeture d'un espace en temps de crise fait ressortir les différentes avenues qui s'offrent aux jeunes dans chacun des cas.

Abstract

Today's economic context impacts the world in which young people transiting from school to work have to carve themselves a place. The diversity in itineraries of young graduates—from full time employment to pursuing further studies; from precarious jobs to unemployment—though, is not totally random. We suggest that the variety of difficulties and the multiple alternatives faced by young graduates are the effect of the differential structuration of professional spaces opened by their diplomas. An analysis of the behaviour of more or less closed professional spaces in a context of crisis shows, in each case, different openings for the young graduates.

INTRODUCTION

Il est devenu, par la force des choses, un lieu commun d'aligner des chiffres désolants pour décrire le contexte économique actuel qui impulse et oriente les métamorphoses du monde du travail au sein duquel les jeunes ont à se tailler une place. En effet, si la situation générale de l'emploi est difficile et semble vouloir le demeurer pour longtemps, elle affecte les jeunes plus que toute autre classe d'âge. Depuis la fin des années 1970, la détérioration graduelle de la conjoncture, bouleversant d'abord les plus scolairement démunis, s'est ensuite fait sentir chez les finissantes et finissants du secondaire pour en venir, plus récemment, à affecter les diplômées et diplômés du collégial et de l'université. Et même si la situation des diplômés de l'enseignement post-secondaire est toujours plus avantageuse que celle des jeunes moins qualifiés, il n'en demeure pas moins que ce groupe n'est désormais plus épargné par le resserrement et les transformations du marché de l'emploi. De plus, une lecture même rapide des *Relances* ministérielles et autres indices de placement suggère que leur insertion professionnelle est teintée de différences très marquées en fonction des différentes filières de formation.

Ces observations préliminaires soulèvent plusieurs questions de première importance pour les conseillères et conseillers en orientation et pour les responsables de l'élaboration des cursus de formation: Quelles sont les nouvelles exigences d'un marché de l'emploi en profonde mutation (chômage élevé, précarisation croissante, quantité et qualité de travail exigées, etc.)? Comment préparer les jeunes à faire face et à s'intégrer à ce nouveau marché? Dans ce contexte, quelles avenues s'offrent aux diplômés à l'égard de leur insertion professionnelle et quelle place y occupent les habiletés techniques et les habiletés sociales?

Quand vient le temps de répondre à ces questions, les seuls matériaux disponibles pour éclairer les décideurs et les intervenants dans le champ de l'insertion des jeunes issus de l'enseignement post-secondaire sont, en pratique, soit trop descriptifs — comme c'est le cas des statistiques de placement et des indicateurs concernant le marché global de l'emploi — ou bien axés sur des espaces moins spécialisés et moins qualifiés.

On constate dès lors qu'une compréhension du phénomène qui voudrait mener à des actions efficaces dans le domaine doit dépasser l'analyse monolithique fondée sur le niveau du diplôme et prendre en compte, non seulement au plan descriptif mais aussi au plan conceptuel, les convergences et divergences entre les différentes filières de formation. Le texte qui suit propose un outil conceptuel et analytique — la notion d'espace professionnel — qui peut être appliqué à la compréhension de l'univers sur lequel débouchent les jeunes diplômés de manière à pouvoir être en mesure de saisir les différents obstacles qui les attendent et les pistes de sortie qui s'offrent à eux dans leur processus d'insertion professionnelle.

LES ESPACES PROFESSIONNELS ET LEUR STRUCTURE

Nos recherches ont fait ressortir que pour bien saisir ce qui se passe lors du processus d'insertion de jeunes diplômés¹ du collégial technique² il faut tenir compte des conditions du marché du travail spécifiques au domaine visé par le diplôme au moment de la sortie, autant au niveau local que régional; ce que nous avons nommé l' "espace professionnel" (Bourdon, 1994). Cette notion d'espace professionnel se démarque de celle du marché du travail en se référant spécifiquement au diplôme de l'individu. Un espace professionnel ne couvre donc qu'une partie du marché du travail en ce sens qu'un diplôme donné n'ouvre potentiellement la porte que d'un nombre restreint de postes sur le marché global de l'emploi. Les espaces varient fortement, pour un niveau de formation tout de même équivalent, en fonction de la spécialité du diplôme. Il est apparu que cette variation peut être conceptualisée à partir de ce que nous avons nommé la structure de l'espace professionnel et plus particulièrement son degré plus ou moins élevé de fermeture sur lui-même.

La structure d'un espace professionnel regroupe les règles et les

contraintes qui en régissent l'accès, le fonctionnement et l'étendue. Ces règles peuvent être explicites ou implicites, plus ou moins flexibles et formalisées. Une formalisation très stricte de la structure de l'espace professionnel peut mener à la formation d'un "marché du travail fermé" (Paradeise, 1988) alors qu'une structuration plus lâche de l'espace professionnel donne lieu à un marché du travail plus ouvert.

Globalement, il est possible de concevoir la clôture d'un marché du travail comme "[...] le résultat d'une transaction implicite ou explicite, à l'initiative des travailleurs, des employeurs, de l'État—voire des clients—mais dont les effets dépendent de la nature des interactions entre certains ou la totalité de ces partenaires" (Paradeise, 1988, p. 13). Dès lors, on peut envisager que cette fermeture "[...] organise l'appropriation mutuelle des travailleurs et des usagers de la force de travail: appropriation des droits d'entrée par les travailleurs et monopolisation des bénéfices qui en résultent; appropriation de l'usage de la force de travail spécifique par les institutions—entreprise(s) et/ou agences étatiques—qui garantissent la clôture" (Paradeise, 1988, p. 14). Somme toutes, la fermeture d'un espace professionnel lie de manière mutuellement exclusive l'offre et la demande de travail dans une région donnée du marché du travail.

Par ailleurs, le fait que ce lien relève d'une transaction institutionnelle qui se développe et se renforce dans la durée, il n'est pas surprenant de constater que les espaces professionnels qui ont vu jour plus récemment sont souvent les moins formellement structurés, ce qui est le cas par exemple du graphisme, mais aussi des techniques de bureau, un domaine relativement récent, fondé en grande partie sur la bureautique, elle-même tributaire de l'utilisation de plus en plus répandue, mais relativement récente, de la micro-informatique.

La suite de ce texte examine les différentes contraintes pesant sur l'insertion professionnelle et leurs effets sur les choix des jeunes selon que leur formation débouche sur un espace plus fermé ou plus ouvert. Notons que, lorsqu'on parle ici d'espaces fermés et ouverts, il ne s'agit pas, bien entendu, d'une classification binaire mais d'un continuum bipolaire entre deux tendances liées à une même caractéristique. Les effets des deux tendances sont toutefois très différents, particulièrement dans le contexte de crise et de chômage élevé qui continue de prévaloir actuellement.

Espaces plus fermés

Un espace professionnel est fermé quand les règles et autres conditions qui en régissent l'accès sont très formalisées, imposant ainsi des conditions d'entrée reposant principalement sur la détention d'un diplôme ou d'une attestation institutionnelle du même ordre (permis de pratiquer, carte de membre d'une corporation professionnelle). La possession de ce que Bourdieu (1979) appelle le "capital culturel institution-

nalisé"—le diplôme—est, à la limite, l'unique condition, suffisante et nécessaire, d'accès à cet espace.

Au Québec, l'espace sur lequel débouche le diplôme de Soins infirmiers, profession régie par l'Office des professions où il est impossible d'exercer pleinement sans d'abord avoir obtenu le diplôme et réussi l'examen de l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec (O.I.I.Q.) et, à un moindre égard, celui sur lequel débouche l'Électrotechnique où les compétences exigées peuvent difficilement être apprises en dehors du domaine scolaire, mais peuvent l'être en partie aux niveaux secondaire et universitaire, sont des exemples d'espaces fermés.

Nous avons constaté que l'influence de l'origine sociale—par le biais des habiletés sociales (capital culturel), du réseau de relations (capital social) et des moyens financiers (capital économique) (Bourdieu, 1979, 1980)—sur l'insertion professionnelle dans ces domaines est relativement faible une fois le diplôme obtenu; cela ne l'empêchant toutefois pas de peser de tout son poids dans le choix même de la filière d'étude qui mène à ces créneaux protégés.

Sa dynamique propre fait qu'en temps de relative abondance et de faible chômage, un espace professionnel fermé est très avantageux pour qui en possède les clés, clés qui garantissent un accès privilégié et pratiquement exclusif au marché. La compétition avec les non-diplômés et les diplômés issus de d'autres domaines y est très faible. En fait, quand la main-d'oeuvre est rare, les employeurs s'y arrachent les diplômés, allant même jusqu'à les recruter avant la fin de leurs études. Dans certains cas, il est même possible que la clôture de l'espace professionnel réussisse, en temps de crise, à retarder les effets du chômage global sur ses protégés en les mettant à l'abri de l'invasion du nombre grandissant de chômeurs déqualifiés provenant de d'autres filières, leur faisant ainsi bénéficier d'un sursis.

Toutefois, une fois que les effets du chômage se font ressentir, l'entrée dans ces domaines peut s'avérer particulièrement difficile car peu de ressources y sont mobilisables en dehors du diplôme et peu d'options de rechange s'offrent à un possesseur du diplôme spécialisé. En fait, la diversité de débouchés étant moindre, les choix sont réduits d'autant. Se présentent alors aux intéressés deux solutions: une "sortie vers le haut" offerte par la poursuite des études à l'université qui, espèrent-ils, augmentera leurs chances de se tailler une place dans l'espace professionnel en augmentant leur capital culturel institutionnalisé; et une "sortie vers le bas," qui consiste pour les diplômés à diminuer leurs attentes et se contenter du premier emploi un tant soi peu relié qui leur est offert.

Sortie vers le haut

Une des fonctions principales des programmes techniques de l'enseignement collégial étant de mener à exercer un emploi dans le domaine

du diplôme au sortir des études, on pourrait s'attendre, dans un monde idéal et obéissant strictement aux objectifs du système scolaire, à retrouver la presque totalité des finissants en emploi à plein temps dans un temps relativement restreint après la fin de leurs études. En fait, plusieurs optent pour le prolongement de leur scolarisation après la sortie du cégep. Ce phénomène de poursuite des études, sans être nouveau, s'est accru considérablement au cours des années: alors que 19,7% de diplômés de l'enseignement technique collégial en 1991-1992 poursuivaient des études universitaires neuf mois après leur sortie (MEQ, 1994), il faut remarquer que cette proportion était de moins de 7% chez les diplômés de 1976-1977.

Si cet accroissement peut être expliqué partiellement par "un processus de changement psychosocial qui amène les étudiants du secteur professionnel à rehausser leurs aspirations scolaires et professionnelles en se réorientant vers des études universitaires" (Daigneault, 1990, p. 21), il faut toutefois admettre que ce phénomène de *warming up* (Bélangier, 1986) est aussi en bonne partie tributaire des conditions objectives et perçues d'insertion en emploi pour ces jeunes finissants; nous avons constaté (Bourdon, 1994) que l'appréhension de se retrouver nez à nez avec un marché du travail reconnu comme de moins en moins accueillant motive autant, sinon plus, que l'accroissement des attentes décrit par ces auteurs. D'ailleurs, comme la variation du taux de poursuite des études à l'issue du DEC technique se conforme bien à celle du chômage chez les jeunes.

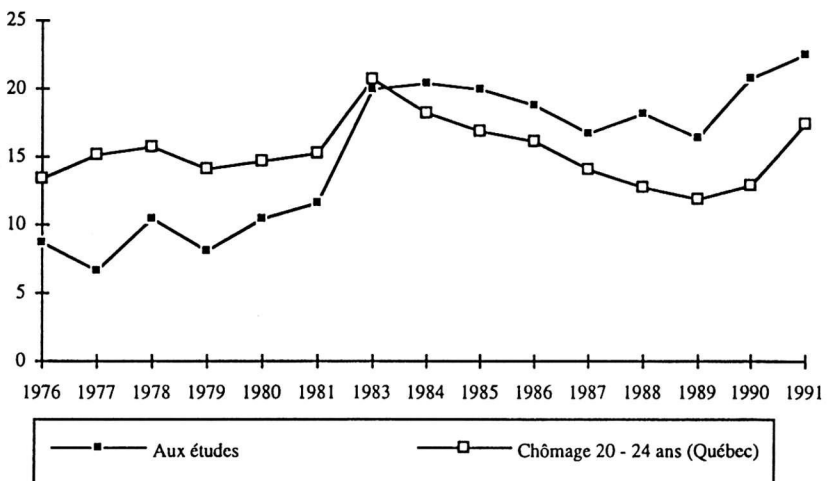


FIGURE 1

Évolution du pourcentage des diplômés de 24 ans et moins de l'enseignement collégial technique qui poursuivent des études et du taux de chômage global des 20-24 ans au Québec, 1976-1991.

Mais la sortie vers le haut n'est aisément accessible que pour les sortants de programmes qui débouchent "naturellement" sur un programme universitaire, comme c'est le cas du DEC en Soins infirmiers que débouche sur le Bacc. de perfectionnement en nursing et pour les DEC en Techniques de génie qui peuvent se poursuivre sans pénalité à l'École de technologie supérieure (Doray & Rochon, 1993). Pour les autres, par exemple les diplômés des Techniques d'inhalothérapie et d'anesthésie, cette option est beaucoup moins reluisante tant le pas à franchir est grand. Et, d'une manière ou d'une autre, encore faut-il pouvoir disposer des moyens financiers et avoir le goût et les capacités de poursuivre des études universitaires pour s'engager dans cette sortie.

Pour qui ne veut, ou ne peut, poursuivre sa formation à l'université, la perspective d'une situation de chômage prolongé causée par la saturation d'un espace professionnel fermé ne laisse bien souvent que l'option de la sortie vers le bas.

Sortie vers le bas

Le cas de Julie, diplômée du DEC en Électrotechnique, illustre bien la dynamique de sortie vers le bas. À sa sortie du cégep, Julie a des aspirations élevées, portées autant par son expérience—il lui a toujours été facile de trouver des emplois d'été, pratiquement sans avoir à chercher—que par les encouragements de ses professeurs qui lui font valoir les avantages d'être une des rares filles diplômées dans son domaine. Quelques mois de recherches infructueuses plus tard, elle a dû se résigner à travailler temporairement dans un emploi non relié à son domaine. À la suite de ce rude contact avec le monde du travail, elle est plutôt découragée et ses attentes ont dramatiquement baissé :

Je voulais travailler en télécommunications. [Mais en ce moment] je suis prête à aller réparer les radios chez Radio-Shack, des affaires de même. Je pense que je vais faire ça, aller voir les petites boutiques. Lorsque j'aurai fait le tour de ça, je suppose que je vais avoir trouvé quelque chose. D'un autre côté, je me dis que je n'ai pas étudié trois ans pour faire juste une petite job de vendeuse. Mais je me dis que je ne peux pas commencer en haut non plus. Il faut essayer de trouver le milieu quelque part. Parce qu'au début, je visais bien haut, Vidéotron, tout ce qu'il y avait de gros. Là, je suis rendue aux petites boutiques.

Tu es obligée de baisser tes attentes?

Oui, c'est ça [...] J'ai peur de tout perdre ce que j'ai appris si je ne fais rien. C'est pour ça que j'aimerais autant travailler dans une petite boutique de réparation, juste pour ne pas perdre le "beat."

Et quel salaire t'attends-tu à voir?

Mes attentes ont baissé. Avant que je finisse, je pensais commencer à 15,00\$ de l'heure mais là . . . ça ne me dérange plus.

Mais tu demanderais combien si on te proposait un job demain matin?

Je travaillerais à 9,00\$ de l'heure.

À faire de la réparation?

Oui.—Julie, diplômée d'Électrotechnique.

Cette baisse des attentes—envisager d'accepter un poste qui fait normalement partie de l'espace professionnel d'un diplôme du secondaire professionnel—est la seule solution qui lui semble possible car elle écarte d'emblée la poursuite d'études universitaires et peut difficilement envisager un déplacement "latéral" de son espace professionnel fermé saturé par la conjoncture globale.

Nous avons vu que le lien rigide unissant l'espace plus fermé à une portion très définie des travailleurs a, somme toutes, ses avantages et ses inconvénients qui sont schématisés à la figure 2. Ces distinctions prennent toute leur signification lorsqu'elles sont mises en relief par la comparaison avec les caractéristiques des espaces plus ouverts.

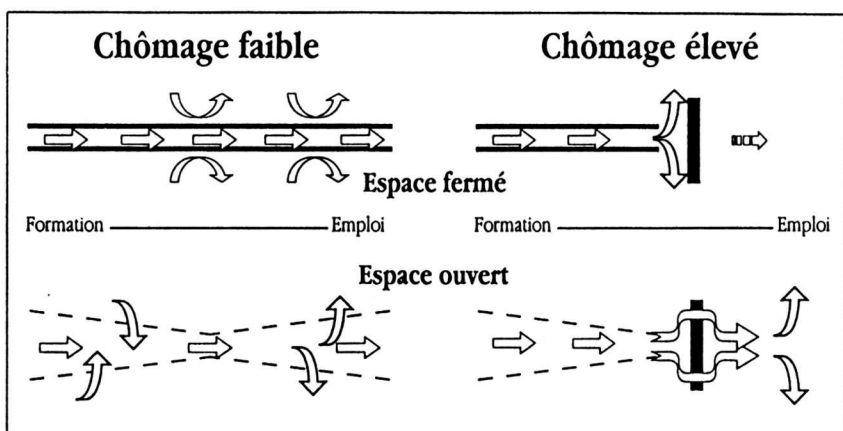


FIGURE 2

Dynamique des espaces professionnels.

Espaces plus ouverts

Contrairement à ce qui se passe dans un espace fermé, dans un espace ouvert il est théoriquement—et même pratiquement—possible à quiconque d'investir le domaine sans avoir à rencontrer d'exigences formelles, ce qui ne veut pas dire que l'individu ne doit y rencontrer aucune exigence, ou que les exigences soient moindres dans ce domaine. En fait, alors qu'un espace professionnel peut avoir une structure plus ou moins formelle, il ne faudrait pas confondre l'ouverture de l'espace avec une absence de structure agissante au plan de l'insertion. Comme le fait remarquer Héran (1984, p. 32) "Il ne faudrait jamais écrire les mots 'informel,' 'libre,' 'spontané,' etc., sans garder présent à l'esprit qu'ils désignent en fait l'effacement d'une forme très instituée au profit d'une autre forme, moins instituée, mais tout aussi agissante."

L'influence de l'espace ouvert se fait sentir différemment de celle de l'espace fermé; la structure du premier étant plus lâche, moins rigide et explicite, elle est moins visible et comporte, de ce fait, un plus grand

degré d'arbitraire. Ceci ne veut pas pour autant dire que l'informel et le spontané n'ont pas leur place dans les espaces plus fermés, loin s'en faut; leur importance n'est que proportionnellement moindre en regard de ce qui est formalisé et codifié. Ainsi, à l'instar de l'espace social des sociétés peu codifiées, l'espace professionnel, lorsqu'il est faiblement formalisé, laisse beaucoup plus de place aux caractéristiques individuelles.

Comme le rappelle Bourdieu (1987, p. 99), "les sociétés très peu codifiées, où l'essentiel est laissé au sens du jeu, à l'improvisation, ont un charme fou et, pour y survivre, et surtout pour y dominer, il faut avoir un génie des relations sociales, un sens du jeu absolument extraordinaire. Il faut sans doute être beaucoup plus malin que dans nos sociétés." Ceci implique qu'un espace professionnel moins formellement structuré exige, et cela est très important pour ce qui est de l'insertion, une plus forte contribution des capitaux autres que le capital culturel institutionnalisé — le diplôme — pour l'insertion.

Si le choix de sortie face à l'impasse d'un espace fermé qui se bloque est binaire — vers le haut ou vers le bas —, les espaces plus ouverts quant à eux permettent des sorties "latérales." . . . Mais il faut savoir y tirer son épingle du jeu!

Sorties latérales: les exigences particulières de l'informel

L'espace professionnel sur lequel débouche le DEC en graphisme est un cas typique de domaine très ouvert. En effet, la structure du domaine est très peu formalisée et les limites mêmes de l'espace professionnel sont très vagues. Il peut inclure l'illustration, la publicité, le design, l'enseignement ou même le travail connexe en imprimerie en conception visuelle et ce, pour des boîtes spécialisées, des imprimeries, des périodiques ou au sein de départements spécialisés à l'intérieur de grandes compagnies. On peut aussi bien y travailler en libéral — à son compte — que pour un employeur ou même combiner les deux. La professionnalisation de l'espace est peu reconnue, autant par le sens commun que par des règles explicites.

Non seulement l'espace est vaste et déborde sur d'autres, comme le marketing ou l'illustration, mais il est aussi investi par de nombreux individus non détenteurs du DEC en graphisme. Qu'il s'agisse de diplômés en architecture ou d'autres domaines artistiques, autant au niveau universitaire que collégial ou encore des non-diplômés qui, aux commandes de leur ordinateur personnel, s'"improvisent" graphiste le temps de produire une carte de visite pour un parent, un ami ou eux-mêmes, la compétition est féroce (Cf. Figure 2).

Corollairement, cette situation mène à ce que Menger (1991) appelle la "multi-activité": une combinaison d'emplois dans le domaine, "para-domaine" ou "extra-domaine," nécessaires à faire "paraître plus accepta-

bles et naturelles la variabilité et l'irrégularité des conditions d'emploi et de rémunération" (p. 72). C'est le cas de certaines diplômées que nous avons rencontrées qui font de l'entretien ménager ou du service aux tables dans un restaurant pour combler les maigres revenus de leurs petits contrats de graphisme; d'une autre qui travaille dans une imprimerie à faire un peu de graphisme et beaucoup de secrétariat; de Ginette qui est entraîneuse rémunérée d'une équipe sportive et Grégoire, son conjoint, qui est préposé aux bénéficiaires dans un centre d'accueil pour assurer leur survie alors que leur boîte de graphisme n'est pas encore rentable.

Dans un tel contexte d'espace ouvert, les habiletés sociales et les savoirs informels se révèlent très importants pour décrocher et occuper un emploi ou un contrat. En effet, un aspect très important du "métier" est celui de la vente, dans son sens le plus large. Plusieurs diplômés placent cette habileté, pourtant non enseignée au cégep, en tête de liste de clés de l'entrée dans l'espace professionnel.

Mais aussi, au-delà de se vendre, il faut savoir combien vaut son temps et son travail, particulièrement quand on travaille en libéral. Les savoirs informels comprennent aussi les "contacts" avec les imprimeurs et autres corps de métiers reliés et desquels dépend le travail du graphiste, toutes choses qui sont peu ou prou apprises au cégep comme en témoigne Gabriella:

Et si le client me demande "Combien ça coûte?", est-ce que je dis "Je vais m'informer, je vais prendre ça en note" ou je lui lance un petit prix approximatif comme ça. Je ne sais pas. [...] Tu sais, on n'a rien fait imprimer pendant qu'on était à l'école alors je ne connais pas les coûts. Ça aurait été l'un de suivre notre affaire, je ne sais pas moi, faire juste un petit projet et le suivre de bout en bout. Sauf que là, tu le fais un peu, sauf l'impression. Et si le prof te met 76, c'est 76, tu ne sais pas c'est quoi.— Gabriella, diplômée de Graphisme.

Il semble que toute cette partie pourtant cruciale du travail, la production, ne soit pas assez visée par la formation qui se concentre plutôt sur l'aspect conception. C'est en fait tout un réseau d'employeurs, de clients, de fournisseurs et de collaborateurs que le graphiste débutant doit développer. Pour ce faire, il doit savoir par où commencer, et comment entrer en contact, ce qui n'est pas évident pour Gina:

Appeler un imprimeur pour avoir une information, appeler une maison de typographie pour avoir une autre information. . . . La manière de parler avec les clients, ça ne se fait pas n'importe comment. Et moi, je ne connaissais pas les ressources qu'il y avait autour. La première semaine, j'étais toute seule dans mon bureau, je ne savais même pas qui appeler pour faire sortir une lino ou un film. Il y a bien des choses que je ne sais pas encore. Ça, est-ce que c'est faisable? Quand le client me demande des choses, parfois je ne peux pas lui répondre parce que je ne sais pas encore ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas.— Gina, diplômée de Graphisme.

En Graphisme, comme c'est le cas de plusieurs autres formations menant à des espaces ouverts, il semble en fait que la formation soit conçue pour quelqu'un qui s'achemine vers un marché du travail fermé, un espace professionnel formalisé et un travail pour un employeur, ce qui est

rarement le cas en début de carrière. En fait, les nouveaux arrivants dans l'espace professionnel ont d'abord à "faire leur nom," chose nullement acquise par le simple fait de posséder le diplôme, et pouvant même très bien se faire sans jamais obtenir de diplôme dans le domaine. Dans un espace ouvert, on fait son nom en produisant: les nouveaux diplômés en sont d'ailleurs bien conscients, ce qui les amène souvent à sauter sur toute opportunité de travail, même bénévole, qui soit le moindrement en lien avec leur domaine. Mais ils savent aussi que "se faire un nom" peut prendre passablement de temps et que, dans l'intérim, ils devront trimer dur et être patients.

Dans ce contexte dominé par l'indéfini et l'informel, certains tirent leur épingle du jeu mieux que d'autres: on pense ici aux "pilotes-exception" (Riverin-Simard, 1984) et au "nouveau sujet social" pratiquant la stratégie du "métissage" (René, 1993). Une analyse en termes de structuration de l'espace professionnel suggère que leur excellence repose sur une habileté particulière dans la manipulation des règles régissant le jeu où ils sont impliqués. Comme le rappelle Bourdieu (1987, p. 97): "S'il fallait proposer une définition transculturelle de l'excellence, je dirais que c'est le fait de savoir jouer avec la règle du jeu jusqu'aux limites, voire jusqu'à la transgression, tout en restant en règle." Mais, pour cela, il faut connaître la règle, ce qui s'avère d'autant plus difficile que l'espace est plus ouvert.

CONCLUSION

Le degré d'ouverture d'un espace professionnel semble avoir un effet sur la manière dont on peut s'y insérer. Dans le cas d'un espace fermé, c'est prioritairement le capital culturel institutionnalisé (le diplôme, la carte de membre d'une corporation professionnelle) et la disponibilité des places sur le marché qui vont permettre de se trouver un emploi, le capital social et l'habitus de classe ne s'avérant, à la limite, que de peu d'utilité une fois la formation terminée. Dans le cas des professions plus ouvertes, l'entrée est beaucoup plus dépendante du jeu du capital social, des savoirs informels et du capital culturel incorporé, toutes caractéristiques le plus souvent liées à l'habitus qui n'arrête alors plus de jouer à la fin de la préparation professionnelle mais dont le rôle continue au-delà, et même parfois loin dans le temps.

Il est aisé de concevoir que la perception de lien entre la formation initiale et l'emploi varie selon que l'espace est plus ouvert ou fermé: dans le premier cas, le flou relatif dans la définition de ce qui est intérieur à l'espace par rapport à ce qui lui est étranger mène à une acception plus large du concept de lien de l'emploi avec la formation, ouvrant la porte à des nuances et des degrés de lien tandis que dans le second cas, le jugement, appuyé sur une définition relativement stricte du type de

poste faisant partie de l'espace, est plus tranché et moins tolérant des écarts.

Bien entendu, ces différences entre les espaces doivent être nuancées — aucun espace professionnel n'étant carrément ouvert ou fermé et la place de l'informel demeurant tout de même importante dans le plus fermé des espaces professionnels — mais aussi, et prioritairement, mises en lien avec la conjoncture globale de l'emploi. En effet, en période de relative prospérité économique et de chômage minime, les difficultés d'insertion sont faibles que l'espace soit ouvert ou fermé. À mesure que la conjoncture se détériore, les difficultés augmentent dans chacun des espaces, mais à des rythmes différents — la relative "protection" des espaces fermés ayant un effet tampon sur le début de la crise faisant en sorte qu'elle y est ressentie plus tard que dans les espaces plus ouverts — et de manières différentes — on songe ici aux sorties vers le haut et vers le bas caractéristiques des espaces fermés et à l'importance des savoirs informels sur les opportunités de sortie latérale pour les espaces ouverts — ce à quoi il faut superposer la tendance globale à l'ouverture des espaces professionnels.

De plus, on constate en effet un mouvement récent et généralisé d'ouverture des espaces par la déréglementation, la désyndicalisation et les autres effets accompagnant la vague de libéralisation économique des dernières années. Ce mouvement, qui va à l'encontre de la fermeture "naturelle" des espaces professionnels avec la maturité, pourrait contribuer à une polarisation accrue du marché du travail en faisant disparaître les structures moyennement fermées pour ne laisser qu'une grande majorité d'espaces très ouverts et compétitifs — un "marché d'employeurs" — et quelques bastions quasi-hermétiquement fermés et qui auront réussi à le demeurer. Les impacts de cette polarisation sur l'insertion et l'orientation des jeunes diplômés sont multiples, mais ils tiennent majoritairement à l'accentuation de l'importance de ce que nous avons nommé "savoirs informels" dans la recherche et l'occupation d'un emploi. Le fait que ces savoirs soient encore peu ou difficilement transmis par l'école laisse entrevoir une diminution de l'impact déjà minime de celle-ci sur la démocratisation de l'accès au statut de citoyen conféré par un emploi reconnu. L'introduction de l'enseignement de ces savoirs informels apparaît d'une absolue nécessité, sinon d'une totale efficacité, s'il est jugé important de contrer ces inégalités d'accès, particulièrement dans les secteurs plus ouverts. À cet égard, les conseillers en orientation ont assurément un rôle de première importance à jouer dans la diffusion de ces savoirs et leur appropriation par les jeunes.

Notes

¹ Les exemples et témoignages (attribués à des pseudonymes pour des raisons d'anonymat) utilisés au cours de cet article sont tirés d'une recherche (Bourdon, 1994) où vingt-neuf finissants de six programmes du collégial technique ont bien voulu se livrer à une série de

trois entretiens, répartis sur les quinze mois suivant leur sortie, et témoigner "en simultané" de leur expérience de la vie après le cégep. Même si la notion même d'espace professionnel s'est précisée au cours de cette étude, tout porte à penser qu'elle peut tout aussi bien s'appliquer aux débouchés de d'autres types de formation.

- ² Selon le Conseil des collèges (1993), on distingue les deux secteurs d'enseignement général et professionnel depuis la création des cégeps. La polysémie des termes *général* et *enseignement général* dans le contexte de l'enseignement collégial amène le Conseil à préférer le terme *préuniversitaire* pour désigner le premier secteur. De même, le terme *technique* est préféré au terme *professionnel* à la fois pour distinguer cette formation de la formation professionnelle au secondaire et pour en souligner l'aspect plus large. Nous suivrons ici son exemple.

Références

- Bélanger, P. W. (1986). "La réponse du Québec aux problèmes d'équité et d'excellence dans l'enseignement postsecondaire." *Recherches sociographiques*, XXVII(3), 365-84.
- Bourdieu, P. (1979). "Les trois états du capital culturel." *Actes de la recherche en sciences sociales*, (30), 3-6.
- . (1980). "Le capital social." *Actes de la recherche en sciences sociales*, (31), 2-3.
- . (1987). *Choses dites*. Paris: Les éditions de minuit.
- Bourdon, S. (1994). *La vie après le cégep. L'insertion professionnelle de jeunes diplômés de l'enseignement technique au collégial*. Thèse de doctorat, Montréal: Université de Montréal.
- Daigneault, L. (1990). *Le processus de "warming up."* Thèse de doctorat, Québec: Département d'administration et politique scolaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval.
- Doray, P. & Rochon, L. (1993). "La formation professionnelle dans les cégeps: vers de nouvelles relations formation-travail?" Dans P. Dandurand (ed.), *Enjeux actuels de la formation professionnelle*, (pp. 87-121). Québec: Institut québécois de recherche sur la culture.
- Héran, F. (1984). "L'assise statistique de la sociologie." *Économie et statistique*, (168), 23-35.
- Menger, J.-P. (1991). "Marché du travail artistique et socialisation du risque. Le cas des arts du spectacle." *Revue française de sociologie*, XXXII, 61-74.
- MEQ. (1994). *La relance au collégial: situation au 31 mars 1993 de diplômées et diplômés de 1991-1992 de l'enseignement collégial: formations préuniversitaire et technique*. Québec: Direction générale de l'enseignement collégial, Ministère de l'éducation.
- Paradeise, C. (1988). "Les professions comme marchés du travail fermé." *Sociologie et sociétés*, XX(2), 9-21.
- René, J.-F. (1993). "La jeunesse en mutation: d'un temps à un espace social précaire." *Sociologie et sociétés*, XXV(1), 153-71.
- Rivierin-Simard, D. (1984). *Étapes de vie au travail*. Montréal: Éditions Saint-Martin.

À propos de l'auteur

Sylvain Bourdon, Ph.D. (Fondements de l'éducation). Professeur au secteur orientation professionnelle de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke, ses recherches portent sur les volets socio-économiques de la relation formation-emploi et plus particulièrement sur l'insertion professionnelle des jeunes.

Adresse de correspondance: Sylvain Bourdon, Secteur orientation professionnelle, Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, J1K 2R1, Télécopieur: (819) 821-6957.

Cet article est basé sur des travaux effectués dans le cadre d'une thèse de doctorat réalisée grâce à des subventions du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche et le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.